



MESSAGER DE TAHITI

Journal Officiel des Établissements français de l'Océanie,

PARAISANT TOUS LES VENDREDIS A 2 HEURES DU SOIR

MATANÉ 22. — N° 36.

TE VEA NO TAHITI.

Mahana pae 5 tetema 1873.

PRIX D'ABONNEMENT (par an et par l'abonnement)

Un an... 48 F. — Six mois... 24 F. — Trois mois... 12 F.

Deux mois... 8 F. — Trois mois... 4 F. — Quatre mois... 2 F.

Deux ans... 96 F. — Trois ans... 144 F. — Quatre ans... 192 F.

Pour les Abonnements et les Annonces, s'adresser

IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT.

PAIX DES AMÉRIQUES (au exemplaire)

Les 24 premières pages... 2 F. — 25 à 32 pages... 1 F.

Les 24 dernières pages... 1 F. — 25 à 32 pages... 1/2 F.

Les séances renouvelées se paient la moitié du prix de la première édition.

SOMMAIRE.

PARTIE OFFICIELLE. — Dépêche ministérielle au sujet de la promulgation dans les colonies de certaines lois du gouvernement métropolitain. Arrêté : assignement au commandant en chef de l'armée et de la marine pour faire exécution immédiate d'un jugement rendu par le tribunal criminel ; portant censurement à l'effet de contracter mariage. — Ordres : pouvoirs aux fonctionnaires de faire exécuter dans les îles les lois de l'ordre et de la sécurité publiques édictées par l'Assemblée législative. — Chargement l'Ordonnance de l'expédition des émissaires envoyés pendant l'absence de M. le Commandant Commissaire de la République.

PARTIE NON OFFICIELLE. — Bulletin géographique. — Mouvement commercial. — Etat civil. — Nouvements du port. — Annonces.

PARTIE OFFICIELLE

Paris, le 15 mai 1873.

MONSIEUR LE COMMANDANT, — Par dépêche du 4 mars dernier, vous avez consulté le Département sur la question de savoir si, en présence de l'article 3 du décret organique du 18 août 1868 qui rend la loi métropolitaine applicable dans les îles de l'Océanie et aux Etats du Protectorat en tout matière, il faut ou non faire exécuter dans certaines dispositions, il y a lieu ou non de procéder à la promulgation des lois, décrets, ordonnances et règlements antérieurs au décret précité, pour qu'ils deviennent régulièrement applicables dans la colonie.

Le procureur de la République, chef du service judiciaire, est d'avis que pour rendre exécutoires dans ledits Etablissements tous les textes en vigueur en France la promulgation dans l'Océanie du décret organique du 18 août 1868 est suffisante, sans qu'il soit nécessaire de recourir à une promulgation spéciale des lois métropolitaines.

Il a été demandé au Commandant Commissaire de l'Océanie, si les dispositions rappelées ci-dessous de l'article 3, la promulgation du décret organique ne suffit pas pour rendre exécutives toutes les lois françaises appliquées dans nos Etablissements de l'Océanie et que, conformément à ce qui se pratique dans toutes les colonies françaises, il faut nécessairement que ces lois, après avoir été déclarées applicables à l'Océanie par le chef de l'Etat, y soient promulguées d'une manière spéciale par un acte du Commandant.

La solution de cette question ne saurait présenter aucune difficulté. En effet, il est de règle que, pour qu'une loi métropolitaine puisse recevoir son application aux colonies, il faut qu'un décret du pouvoir souverain l'y déclare applicable d'abord, et ensuite que cette déclaration soit faite par le chef de l'Etat, et que, pour être exécutoires, les lois doivent être également déclarées applicables par les règlements en conséquence. Le décret du 18 août 1868 n'a pas déporté à ce principe ; il suffit, pour s'en convaincre, de consulter l'article 10, qui charge le Commandant de la promulgation des lois, décrets et règlements nécessaires pour assurer l'exécution de l'organisation judiciaire.

Cette disposition est une consécration nouvelle de la règle qui impose la promulgation des textes législatifs préalablement à leur application. En d'autres termes, l'article 3 du décret organique de 1868 a déclaré la législation métropolitaine applicable aux Etablissements de l'Océanie et aux Etats du Protectorat, et l'article 10 a confié au Commandant, conformément à la règle suivante des colonies, le soin de déclarer les lois dont l'application serait nécessaire nécessaire, en lui laissant, par conséquent, la latitude d'écartier de cette promulgation les lois sur les parties de lois dont l'application ne lui paraîtrait pas utile à la bonne administration de la justice.

Ainsi que vous le faites remarquer, Monsieur le Commandant, c'est de cette manière qu'il a été procédé en Cochinchine et en Nouvelle-Calédonie, au moment de la promulgation des décrets qui ont organisé le service de la Justice dans ces possessions.

Testeigna, en conséquence, Monsieur le Commandant, que, pour procéder régulièrement et afin de prévenir toute difficulté dans l'application de la promulgation de l'article 3, il suffit de faire faire dans les textes métropolitains en vigueur en France au moment où le décret du 18 août 1868 a été rendu, et dont l'application sera reconnue nécessaire dans les Etablissements français de l'Océanie et les Etats du Protectorat.

Je crois devoir ajouter qu'il n'est pas indispensable dans cette circonstance de publier en *extenso* les textes promulgués, pourvu que l'arrêté de promulgation, par une disposition générale, fasse connaître que le texte de ces différentes lois est déposé au contrôle et au greffe, où il sera permis à chacun d'en prendre connaissance.

Vous surges à me rendre compte des mesures que vous aurez adoptées à cet effet.

Réceivez, etc.

Le Vice-Amiral Ministre de la marine et des colonies,

Signé : A. POTUAU.

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société.

Vu la dépêche ministérielle du 21 juillet 1871, n° 17, relative au cautionnement à imposer au notaire de Papeete :

Vu les articles 33 et 34 de la loi du 25 vendémiaire an XI contenant organisation du notariat :

Vu les lois des 7 vendémiaire VIII et 28 brumaire XII sur les cautionnements à fournir par les notaires ;

Attendu que les fonctions de notaire à Papeete sont, aujourd'hui

remplies par le titulaire nommé par décret du Président de la République en date du 11 juillet 1872 ;

Qu'il y a lieu d'imposer au notaire toutes les conditions et garanties nécessaires prévues dans la métropole pour assurer la fonctionnement régulier de ladite charge ;

Sur la proposition du procureur de la République, chef du service judiciaire du commandement :

Le Conseil d'administration entendu,

Avis André et Azéma :

Art. 1^{er}. Le notaire à Papeete est assujetti à un cautionnement devant le maître et les deux juges du siège.

Art. 2. Ce cautionnement sera fixé spécialement effectif :

1^o Par premier privilège, à la garantie des condamnations qui pourraient être prononcées contre lui par suite de l'exercice de ses fonctions : lorsque par l'effet de cette garantie le montant du cautionnement aura été employé en tout ou en partie et que ce cautionnement n'aura pas entièrement rétabli dans les six mois, le notaire pourra, sur le rapport du chef du service judiciaire, être suspendu de ses fonctions par décision du Commandant, après avis du Conseil d'administration ;

2^o Par deuxième privilège, au remboursement des fonds qui auraient été prêts pour tout ou partie du cautionnement et subtilement remboursés, sans qu'il soit possible, dans l'ordre ordinaire, des créances particulières à gagner et à perdre.

Art. 3. La défaillance au profit des prêteurs du fonds de cautionnement, faite au trésor à l'époque de la prestation, tiendra lieu d'opposition pour leur assurer l'effet du privilège du second ordre dressé ci-dessus partiel.

Art. 4. Les prêteurs de fonds qui n'auraient pas été remplis, à l'époque de la prestation, les formalités exigées par l'article précédent pour exercer les franchises du privilège, ne pourront néanmoins l'acquérir à quelque époque que ce soit en rapport au bureau des oppositions au trésor la preuve de leur qualité et maintenir des oppositions existantes sur le cautionnement ou le certificat de non opposition du tribunal de première instance.

Art. 5. Les oppositions sur le cautionnement pourront être faites, soit directement au trésor, soit sur preuves des tribunaux dans le ressort duquel le titulaire exerce ses fonctions.

Art. 6. Le cautionnement sera versé, remboursé, et les intérêts seront payés ainsi qu'il va être dit ci-dessous.

Art. 7. A raison de l'importance de la place de Papeete, de la population du ressort, et du siège des tribunaux de première instance et supérieur, le chiffre du cautionnement imposé au notaire de Papeete est fixé à quatre mille francs en numéraire ou huit mille francs en immeubles.

Art. 8. Le cautionnement en numéraire sera versé au trésor public.

Le paiement en sera fait un quart dans le mois à compter de la prestation de serment et de l'entrée en exercice, et le surplus en trois obligations d'égalas portions payables de trois mois en trois mois.

Art. 9. Les intérêts du cautionnement demeureront fixés à 3 %, ainsi que cela résulte de la loi du 4 août 1844, article 7.

Art. 10. Le cautionnement en immeubles devra être consenti dans les trois mois de la prestation de serment et de l'entrée en exercice aux immeubles affranchis de toute hypothèque ; ce cautionnement sera assorti à la même garantie que le cautionnement en numéraire.

Lorsque par l'effet de cette garantie, la caisse aura été obligée de payer tout ou partie du cautionnement fourni, il sera statué à l'égard du notaire comme il est dit à l'article 3 du présent arrêté.

Art. 11. Ce cautionnement sera discuté par le procureur de la République, chef du service judiciaire, et reçu par le tribunal auquel il appartient.

Art. 12. Le versement ou l'établissement du cautionnement devra être fait dans le délai de trente jours, et par le titulaire, à sa propre charge, et d'obtenir un décret, sur lequel il sera signé par le Commandant Commissaire de la République, en conseil d'administration et sur le rapport du chef du service judiciaire.

Art. 13. Le notaire qui n'aura pas encaissé dans les délais fixés au paiement de son cautionnement, ou dont la demande de déai sera été rejetée, pourra être considéré comme démissionnaire s'il ne le réalise pas en temps utile, et suspendu de ses fonctions sur la proposition du chef du service judiciaire.

Art. 14. Le notaire sera tenu avant de pouvoir réclamer son cautionnement au trésor, de déclarer au greffe du tribunal dans le rapport qu'il a obtenu un décret, sur lequel il sera signé par le Commandant Commissaire de la République, en conseil d'administration et sur le rapport du chef du service judiciaire.

Après ce décret et après la levée des oppositions directement faites au trésor, s'il en était arrivé, son cautionnement lui sera remboursé par cette caisse sur la présentation et le dépôt d'un certificat du greffier, visé par le président du tribunal supérieur, qui constatera que la déclaration prescrite a été affichée dans le délai fixé ; que pendant cet intervalle, il n'a été prononcé contre lui aucunement pour faire relâcher à ses fonctions, et qu'il n'existe au greffe du tribunal aucune opposition à la délivrance du certificat ou que les oppositions survenues ont été levées.

Art. 15. Sront usuellement les mêmes formalités pour la notification de la vacance celle qui sera destitué et les biens de celui qui sera décédé dans l'exercice de ses fonctions.

Art. 1^e. Le titulaire actuel n'a pas tenu d'assurer le versement de l'amende de son emprisonement dans les délais ci-dessous.

Il devra justifier de sa libération dans le délai d'un mois à compter de la publication du présent arrêté.

Art. 1^e. Le procureur de la République, chef du service judiciaire, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié, inséré et mis en vente partout où besoin sera.

Papeete, le 28 août 1873.

GIRARD.

Par le Commandant Commissaire de la République,
Le Procureur de la République, Chef du service judiciaire p.d.,
C. DUMANT.

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société.

Ve le jugement, en date du 14 août 1873, rendu par le tribunal criminel de Papeete, déclarant que le nommé A-Too, dit Luk-Si, n° 314, âgé de 35 ans, né à Hong-Kong (Chine), journalier, employé chez M. Michon à Moorea, s'est rendu coupable d'avoir "Papoté", dit-je de Moorea, le 31 mai 1873, à l'île de Moorea, dans l'intention de faire volontairement et avec prémeditation, mais sans intention de donner la mort, l'autre participant occasionnel ; 2^e volontairement fait des blessures au nommé Afahau, sans que ces blessures aient entraîné maladie ou incapacité de travail personnel de plus de vingt jours ;

Vu la dépêche ministérielle en date du 28 juin 1866 rendant applicable dans les Etats du Protectorat l'ordonnance royale concernant le gouvernement de la Guyane française ;

Vu l'article 49 de l'acte ordonnance royale, ensemble l'article 3 de l'ordonnance royale en date du 28 juillet 1863 :

Constatant qu'il résulte de l'application du 1^e article, ni des faits dont le condamné a été déclaré coupable aucune circonstance qui soit de nature à faire solliciter pour lui la clémence du gouvernement ;

Sur le rapport du procureur de la République, chef du service judiciaire ;

Le Conseil d'administration entendu,

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÉTONS :

Art. 1^e. Le jugement rendu par le tribunal criminel le 14 août courant contre le nommé A-Too, dit Luk-Si, n° 314, sera immédiatement exécuté dans sa forme et tempér.

Art. 2. Le procureur de la République, chef du service judiciaire, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié, inséré et mis en vente partout où besoin sera.

Papeete, le 28 août 1873.

GIRARD.

Par le Commandant Commissaire de la République :

Le Chef du service judiciaire p.d.,

C. DUMANT.

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société.

Vu la demande formulée par le sieur Jean Rey, propriétaire, demeurant à Paea, à l'effet d'être autorisé à contracter mariage avec demoiselle Hélène Dexier, domiciliée aussi à Paea ;

Vu le décret du 24 mars 1852 ;

Attendu que les pièces produites à l'appui de la demande sont suffisantes ;

Sur le rapport du procureur de la République, chef du service judiciaire ;

Le Conseil d'administration entendu,

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÉTONS :

Art. 1^e. Consentement est donné au sieur Jean Rey à l'effet de contracter mariage.

Art. 2. Expédition du présent arrêté sera annexée au registre de l'état civil sur lequel sera inscrit l'acte constatant la célébration du mariage.

Art. 3. Le procureur de la République, chef du service judiciaire, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, inséré et mis en vente partout où besoin sera.

Papeete, le 28 août 1873.

GIRARD.

Par le Commandant Commissaire de la République :

Le Chef du service judiciaire p.d.,

C. DUMANT.

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société.

Vu la demande formulée par le sieur Hau-Paris (Victor-Benjamin), chef de musique, demeurant à Papeete, à l'effet d'être autorisé à contracter mariage avec demoiselle Mary Bambridge, domiciliée à Paea ;

Vu le décret du 24 mars 1852 ;

Attendu que les pièces produites à l'appui de la demande sont suffisantes ;

Sur la proposition du procureur de la République, chef du service judiciaire ;

Le Conseil d'administration entendu,

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÉTONS :

Art. 1^e. Consentement est donné au sieur Hau-Paris à l'effet de contracter mariage.

Art. 2. Expédition du présent arrêté sera annexée au registre de l'état civil sur lequel sera inscrit l'acte constatant la célébration du mariage.

Art. 3. Le procureur de la République, chef du service judiciaire, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, inséré et mis en vente partout où besoin sera.

Papeete, le 28 août 1873.

GIRARD.

Par le Commandant Commissaire de la République :

Le Chef du service judiciaire p.d.,

C. DUMANT.

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société. Vu le départ pour France de M. Courcelle, enseigne de vaisseau, f. de chef d'état-major,

OUBLIENS :

M. Doubié, lieutenant de vaisseau, commis de marine, sera provisoirement fonction d'officier d'ordonnance.

Il recevra chacun un supplément de six cent francs, au compte du service Local, chapitre I^e, art. 1^e: Gouvernement.

Le présent ordre sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 6 septembre 1873.

GIRARD.

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société. Vu le départ pour France de M. Courcelle, enseigne de vaisseau, chef du 2^e bureau des affaires indigènes,

OUBLIENS :

M. Bergot, lieutenant d'infanterie de marine, sera chargé, à compter de ce jour, du 2^e bureau des affaires indigènes.

Il recevra à ce titre douze cent francs de supplément et les frais de tournée prévus au budget indigène.

Papeete, le 6 septembre 1873.

GIRARD.

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société.

OUBLIENS :

Pendant notre absence, M. l'ordonnance sera chargé de l'expédition des affaires courantes.

Il signera : Pour le Commandant Commissaire de la République absenté toute époque d'ordre.

Le présent ordre sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 6 septembre 1873.

GIRARD.

CAUSE AGRICOLE.—AVIS AUX PLANTICIERS DE COTON.

Le comité dirigeant de la caisse agricole, dans sa séance du 1^e septembre, sans se préoccuper des quantités répertoriées ou connues, encourageant leur développement dans les plantations, a décidé que les cotons seront prochainement vendus suivant leur qualité au moment d'achat, et qu'une prime sera accordée aux qualités supérieures.

Les planteurs sont, en conséquence, invités à débarasser autant que possible leurs plantations des mauvais cotons et à ne pas vendre dans la récolte les diverses qualités, ce qui fait perdre tout leur prix aux cotons fins mélangés avec les moins bons.

Un avis ultérieur fera connaître l'époque de la mise à exécution de cette décision.

PARTIE NON OFFICIELLE

BULLETIN TÉLÉGRAPHIQUE

(Départs extraits du Courier de San Francisco.)

ESPAGNE.

Madrid, 21 juillet. — Une réunion privée de la majorité de l'Assemblée a eu lieu aujourd'hui. M. Pi y Margal, président du conseil, a prononcé un discours demandant que des pouvoirs extrêmement soient conférés au gouvernement, disant qu'une politique énergique devait venir aider la République attaquée de tous côtés par l'empêcheur d'Asie.

Madrid, 22 juillet. — Les Cortés ont passé un vote de confiance au gouvernement actuel, mais ils ont autorisé M. Pi y Margal à former un nouveau cabinet en cas de crise; on conséquente, les ministres ont donné leur démission. La capitale est tranquille. Un comité de surveillance a été formé à Barcelone. Les radicaux de cette ville ont télégraphié au gouvernement pour le prier de ne pas faire fusiller les soldats coupables d'indiscipline.

Madrid, 26 juillet. — Señor Ruiz a été nommé délégué à Londres en place de M. Pi y Margal, et a été chargé de négocier les lettres de garantie portant : à l'ordre du Roi d'Espagne. — Anglterre. » Non le Roi d'Angleterre a reçu les représentants de l'Espagne auprès des pouvoirs qui n'ont pas reconnu la République sont accueillis de la même façon.

Madrid, 29 juillet. — M. Pi y Margal a dit hier aux Cortés que sa politique était restée la même. Le gouvernement a annoncé qu'il allait présenter un projet de loi abrogeant immédiatement l'esclavage à Cuba, et proposant que les colonies jouissent des mêmes droits et privilégiés que le peuple espagnol. Il a été fort applaudi. Le décret de la ligne de Cuba a été confirmé comme nécessaire. Il allait superviser l'annexion et l'expansion de la Méditerranée.

Londres, 1^e juillet. — Un délégué du Madrid dit que le nouveau ministre satisfait tous les paris. Señor Carjal, ministre des finances, a pris les habitants de ces îles, sans distinction de couleurs, et déclare que le gouvernement est décidé à maintenir l'intégrité du territoire de la République et conjurer les Cobaines de cesser la guerre civile.

